L'Asie centrale

Cinq pays au cœur des tensions internationales

Mal connus, ces États regorgent de ressources, mais ils sont coincés entre des géants et sont inquiets pour leur sécurité.

PAR **MICHAËL LEVYSTONE,** CHERCHEUR INDÉPENDANT, AUTEUR*
CARTE **ALLIX PIOT**

Façonnée par des influences multiples, soumise par les plus illustres conquérants, l'Asie centrale a une histoire riche. Terre de passage des « routes de la soie » durant l'Antiquité et le Moyen Âge, la région, enclavée, entre en décadence à partir des grandes découvertes européennes de la fin du XV^e^ siècle, qui favorisent la diffusion des marchandises et des savoirs par la mer. Peu à peu cernés par des pouvoirs impériaux sédentaires (Grands Moghols, Ottomans, Perse safavide, Chine des Qing), les conquérants nomades des steppes rentrent définitivement dans le rang lorsque la Russie tsariste lance, au XVIII^e^ siècle, une épopée coloniale qui s'achève à la fin du XIX^e^. Le siècle suivant est celui de la formation, sous l'égide de l'Union soviétique apparue en 1922, de cinq Républiques : le Turkménistan et l'Ouzbékistan (1924), le Tadjikistan (1929), le Kirghizstan et le Kazakhstan (1936).

Des régimes autoritaires

Indépendants en 1991, les États centrasiatiques conservent de leur passé soviétique leurs frontières, leurs capitales – quoique renommées au Kirghizstan et au Tadjikistan, et ultérieurement déplacée au Kazakhstan –, ainsi que les caractères séculier et autoritaire de leurs régimes politiques. Ils s'engagent sur des trajectoires bien différentes : le Kirghizstan (révolutions) et le Tadjikistan (guerre civile) se trouvent rapidement confrontés à de forts bouleversements intérieurs ; l'Ouzbékistan et le Turkménistan pratiquent un isolationnisme prononcé ; le Kazakhstan, enfin, scelle des partenariats avec les grandes



	Population (en million)	Densité (hab./km²)	Superficie (milliers de km²)
Kazakhstan	18,9	7	2 725
Ouzbékistan	36,9	82	449
Turkménistan	6,4	13	491
Kirghizstan	7,1	35	199
Tadjikistan	9,9	69	143

puissances pour s'éviter une dépendance trop forte vis-à-vis de la Russie, sans se couper d'un pays auquel il est lié par la plus longue frontière continue du monde (7 500 kilomètres) et par la présence de la principale diaspora russe d'Asie centrale à l'indépendance (6 millions de Russes, vivant majoritairement, qui plus est, dans les régions attenantes à la Russie).

Soumise à des évolutions majeures au cours des années 2010, depuis la stabilisation du Kirghizstan jusqu'à la fin des présidences d'Islam Karimov en Ouzbékistan (2016) et de Noursoultan Nazarbaïev au Kazakhstan (2019), l'Asie centrale entre à nouveau dans une ère incertaine à partir de la décennie 2020. Les crises survenues au Kirghizstan (2020), puis au Kazakhstan, au Tadjikistan et en Ouzbékistan (2022), signalent un regain d'instabilités intérieures, tandis qu'émergent deux foyers de tension majeurs à la périphérie de l'Asie centrale, que ce soit au sud, où l'Afghanistan retombe sous la coupe des talibans le 15 août 2021, ou à l'ouest, où la Russie déchaîne ses armées contre l'Ukraine le 24 février 2022. La reconfiguration de l'économie et de la géopolitique de l'Asie centrale favorise un réengagement, au sein de cette région, de la part des grandes puissances, voisines (Russie, Chine, Iran) comme plus lointaines (Turquie, États-Unis, Union européenne). ●

* Michaël Levystone est l'auteur de *Asie centrale. Le réveil* (Armand Colin, 2024).

CHRONOLOGIE

1991 : proclamation d'indépendance des cinq Républiques d'Asie centrale : le Kirghizstan (31 août), l'Ouzbékistan (1er septembre), le Tadjikistan (9 septembre), le Turkménistan (27 octobre) et le Kazakhstan (16 décembre).

1992 : début de la guerre civile au Tadjikistan, qui s'achève en 1997. Ce conflit, qui provoque une centaine de milliers de morts, favorise l'arrivée au pouvoir d'Emomali Rakhmon, toujours en poste.

1994 : démantèlement de l'arsenal nucléaire kazakhstanais, rapatrié en Russie.

1996 : établissement du groupe de Shanghai pour mettre fin aux différends frontaliers entre la Chine et ses voisins issus de l'éclatement de l'URSS (Russie au nord, Kazakhstan, Kirghizstan et Tadjikistan à l'ouest).

1997 : transfert de la capitale kazakhstanaise depuis Almaty vers Akmola, rebaptisée Astana (« Capitale »). Instauration par les talibans d'un émirat islamique en Afghanistan, avec lequel collabore le Turkménistan.

2001 : transformation du groupe de Shanghai en Organisation de coopération de Shanghai (OCS), à laquelle adhère l'Ouzbékistan. Intervention américaine en Afghanistan entraînant la chute du régime taliban et l'exploitation par Washington de bases aériennes en Ouzbékistan (Karchi-Khanabad) et au Kirghizstan (Manas).

2002 : très grave crise diplomatique entre le Turkménistan et l'Ouzbékistan à la suite d'un assaut lancé sur ordre du président Saparmourat Niazov contre l'ambassade d'Ouzbékistan à Achkhabad. Création de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), pacte militaire défensif réunissant la Russie, la Biélorussie, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et, entre 2006 et 2012, l'Ouzbékistan.

2005 : révolution des Tulipes au Kirghizstan, qui chasse Askar Akaïev du pouvoir. Violente répression par Islam Karimov d'une insurrection à Andijan, qui conduit l'Ouzbékistan à rompre avec les États-Unis (expulsés de Karchi-Khanabad) et à se rapprocher de la Russie et de la Chine.

2006 : traité de Semipalatinsk, instaurant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale. Mort de Saparmourat Niazov, président du Turkménistan, auquel succède Gourbangouly Berdymoukhamedov.

2010 : année de troubles au Kirghizstan : renversement du président Kourmanbek Bakiev, auquel succède Roza Otounbaïeva, première femme à prendre la tête d'une République centrasiatique, où elle instaure une démocratie parlementaire ; émeutes interethniques kirghizo-ouzbèkes à Och et à Djalalabad (sud du pays).

2014 : création de l'Union économique eurasiatique (UEEA) par le Kazakhstan, la Russie et la Biélorussie, rejoints l'année suivante par l'Arménie et le Kirghizstan.

2016 : en Ouzbékistan, mort d'Islam Karimov et avènement de Chavkat Mirzioïev, qui met en œuvre une politique de bon voisinage en Asie centrale et en Afghanistan.

2017 : élargissement de l'OCS à l'Inde et au Pakistan (adhésion de l'Iran en 2023).

2018 : lancement à Astana des sommets consultatifs des chefs d'État d'Asie centrale, plateforme de discussions annuelles entre les cinq présidents centrasiatiques. Adoption à Aktaou d'une convention sur le statut de la mer Caspienne.

2019 : adresse à la nation de Noursoultan Nazarbaïev pour annoncer qu'il quitte la présidence de la République du Kazakhstan, qu'il occupait depuis l'indépendance. Passation de pouvoir avec le président du Sénat, Kassym-Jomart Tokaïev.

2020 : pandémie de covid-19 en Asie centrale, où le Turkménistan est le seul État à ne reconnaître aucun cas de contamination (tout en fermant totalement ses frontières).

2021 : reconquête talibane de Kaboul, où est instauré un nouvel émirat islamique, avec lequel dialoguent tous les pays d'Asie centrale, hormis le Tadjikistan.

2022 : crises intérieures en Asie centrale : au Kazakhstan (janvier), au Tadjikistan (mai) et en Ouzbékistan (juillet). Reprise des combats à la frontière kirghizo-tadjikistanaise (septembre).

2023 : annonce par le Kirghizstan et le Tadjikistan d'un accord délimitant « 90 % » de leur frontière commune.



Astana, capitale futuriste du Kazakhstan. KEN AND NYETT/WKM

KAZAKHSTAN

UNE STABILITÉ EN QUESTION

Grand comme cinq fois et demie la France, le Kazakhstan est le seul État d'Asie centrale à partager des frontières terrestres à la fois avec la Chine (sur 1 780 kilomètres) et la Russie (7 500 kilomètres). Première économie centrasiatique, doté des onzièmes réserves mondiales prouvées de pétrole et trônant en tête du classement des pays producteurs d'uranium, il se distingue également par une diplomatie dite « multivectorielle », mise en place au lendemain de son indépendance pour lui éviter un assujettissement envers son voisin russe en développant des partenariats avec d'autres grandes puissances : Chine, Turquie, États-Unis, Union européenne, France. Dirigé par Noursoultan Nazarbaïev à partir de 1989, épargné par les attentats djihadistes jusqu'en 2011, le Kazakhstan a longtemps fait figure de havre de paix en Asie centrale. La démission surprise annoncée par le président Nazarbaïev lors d'une adresse à la nation le 19 mars 2019 a cependant ouvert une période d'incertitude politique pour ce pays.

Une transition différée

La passation de pouvoir qui s'opère le lendemain au profit du chef du Sénat, Kassym-Jomart Tokaïev, est un leurre car, dans les faits, c'est toujours Nazarbaïev qui continue de détenir la réalité du pouvoir : les principales décisions de politique intérieure et étrangère, de sécurité et en matière économique se prennent depuis 2018 au sein du Conseil de sécurité, dont il s'est arrogé la présidence à vie. Élu dans les urnes en juin 2019, Tokaïev doit patienter jusqu'en janvier 2022 pour s'imposer à la tête de l'État, ce qu'il parvient à faire en prenant la tête du Conseil de sécurité au plus fort d'émeutes provoquées par une inflation brutale sur les prix de l'énergie, mais aussi en bénéficiant d'un déploiement de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Lorsque, un mois plus tard, la Russie envahit l'Ukraine, le Kazakhstan exprime une position frondeuse – symbolisée par le refus catégorique du président Tokaïev de reconnaître l'annexion par Vladimir Poutine des régions de Lougansk, Donetsk, Zaporijjia et Kherson – qui aggrave les tensions entre Astana et Moscou nées de l'annexion de la Crimée en 2014. Pour prix de ce pas de côté, la Russie bloque à plusieurs reprises le transit par son territoire des exportations pétrolières kazakhstanaises, compromettant le financement des mesures annoncées par Tokaïev en 2022 pour développer l'économie (renouvelables, transports) et les services publics (santé, éducation) du Kazakhstan. Cette volonté modernisatrice s'inscrit dans un cycle plus large de réformes visant à pluraliser la vie politique (introduction d'un scrutin mixte durant l'élection législative de mars 2023) et à borner davantage la fonction présidentielle (limitée à un mandat non reconductible de sept ans) : le « Nouveau Kazakhstan ». ●

Cinq pays au cœur de luttes géopolitiques, énergétiques et sécuritaires

PAR **MICHAËL LEVYSTONE**, CARTE **ALLIX PIOT**

L'arc de crises régionales (Ukraine, Afghanistan) dans lequel l'Asie centrale se trouve prise insuffle une nouvelle dynamique aux relations qu'elle entretient avec les pays voisins, aux voies de transport et d'exportations énergétiques, ainsi qu'aux coopérations en matière de sécurité avec les grandes puissances.

Une redéfinition des relations de voisinage

Criblée de sanctions économiques par les États-Unis et l'Union européenne, la Russie s'emploie à renforcer ses liens avec son « étranger proche » centrasiatique, partie intégrante de sa sphère d'influence historique et culturelle, et plus que jamais précieuse sur le plan économique : dans un sens sud-nord (acheminement vers le marché russe de biens à double usage sous sanctions occidentales) comme dans un sens nord-sud (réorientation du commerce extérieur russe depuis l'Europe vers les marchés asiatiques). Avec la menace afghane en ligne de fond, Moscou fait toujours figure de pourvoyeur préférentiel de la sécurité en Asie centrale, dont trois pays – le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan – sont membres de son pacte de défense depuis 2002, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC).

Sans avoir un poids comparable à la Russie dans la gestion de la sécurité de l'Asie centrale, la Chine y a renforcé ses positions depuis 2014, livrant notamment des drones à l'Ouzbékistan et au Kazakhstan, ou encore des systèmes de défense antiaérienne au Turkménistan. Pékin fait ainsi figure de contrepoids politique par rapport à Moscou aux yeux d'États échaudés par l'invasion russe de l'Ukraine, tel le Kazakhstan, dont l'intégrité territoriale est contestée par des députés russes depuis 2022 mais soutenue sans ambages par Xi Jinping. Comparée à la Russie, dont les annexions de la Crimée et des régions de Lougansk, Donetsk, Zaporijjia et Kherson n'ont été reconnues par aucune République centrasiatique, la Chine peut se targuer d'une convergence politique plus forte avec ces États, qui, de leur côté, soutiennent sans exception sa politique « d'une seule Chine » sur le dossier taïwanais.

> Russie, Chine, Iran : des voisins à ménager.

Délesté depuis 2022 de son statut peu enviable d'économie la plus sanctionnée dans le voisinage de l'Asie centrale, l'Iran profite du réchauffement de ses relations avec ses deux partenaires centrasiatiques clés – le Turkménistan, son seul voisin terrestre, et le Tadjikistan, son relais d'influence culturelle dans la région – et de son adhésion, officialisée en 2023, à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), pour nourrir de nouvelles ambitions. Téhéran promeut son emplacement idoine, à la confluence de la mer Caspienne et des golfes Persique et d'Oman, pour soumettre à ses voisins centrasiatiques une offre de désenclavement vers le sud et, *in fine*, développer des relations commerciales encore assez timorées (à peine mieux qu'un demi-milliard de dollars d'échanges annuels avec le Kazakhstan, premier partenaire commercial de Téhéran dans la région). L'alignement progressif de la position iranienne sur celle des États centrasiatiques – sauf le Tadjikistan, qui ne dialogue pas avec Kaboul – relativement à la question afghane constitue un élément de convergence supplémentaire.

Retombé sous la coupe des talibans le 15 août 2021, l'Afghanistan impose à l'Asie centrale un défi sécuritaire majeur. Sans être disposés à reconnaître le nouveau régime en vigueur à Kaboul, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont tous pris le parti d'entretenir le dialogue avec ses dépositaires, dans lesquels ils veulent voir une force d'endiguement d'une menace djihadiste protéiforme, composée d'Al-Qaïda (allié des talibans et que ceux-ci sont supposés contrôler), de l'État islamique-Province du Khorassan (EIPK, la branche afghane de Daech, en guerre avec les talibans) et d'une myriade de groupes terroristes centrasiatiques, inféodés soit au premier (les Kirghizes du Jaish ul-Mahdi), soit au second (les Ouzbeks de la Sabri Jamaat). Seul le Tadjikistan, l'État d'Asie centrale qui possède la plus longue frontière commune avec l'Afghanistan (1 374 kilomètres), est en rupture avec cette approche, également partagée par les pays non centrasiatiques membres de l'OCS (Russie, Chine, Iran, Inde, Pakistan) : Douchanbé considère en effet les talibans comme une menace tout aussi sérieuse pour les régimes séculiers d'Asie centrale que les organisations terroristes précédemment mentionnées.

